Ontario

Ministère de l'Infrastructure

Lignes directrices du Programme de facilitation pour les carrefours communautaires

Table des matières

1. Aperçu du programme de facilitation 2
2. Priorités du programme de facilitation 2
3. Contexte 2
4. Critères d'admissibilité 3
5. Quels types d'activités sont admissibles? 4
6. Exemples d'activités admissibles 4
7. Période de présentation des demandes 4
8. Durée maximale du projet 5
9. Frais non admissibles 5
10. Exigences relatives aux demandes 5
11. Processus d'évaluation 7
12. Prochaines étapes 9

 © Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2022

1. Aperçu du programme de facilitation

Les carrefours communautaires représentent un point d'accès pour un éventail de services permettant d'enrichir la vie communautaire. Chaque carrefour est unique et réunit une gamme de services, de programmes ou d'activités sociales et culturelles qui reflètent les besoins de la collectivité locale, comme le logement, les services à l'enfance, les services à la communauté autochtone, les logements pour personnes âgées, les soins de santé, l'emploi et la formation, l'éducation et la réduction de la pauvreté. Le modèle intégré et à multiples facettes du carrefour communautaire joue un rôle essentiel dans l'établissement d'une cohésion économique et sociale au sein des collectivités.

Bien que les carrefours communautaires soient administrés localement, le rôle et l'engagement de la province consistent à faciliter la prestation, par les partenaires communautaires, de services intégrés et coordonnés, à renforcer les partenariats communautaires et à faire meilleur usage de l'espace public afin de mieux servir les personnes de leur collectivité.

Lancé en mai 2017, l'organe interactif en ligne du Réseau de ressources pour les carrefours communautaires - CommunityHubsOntario.ca - propose des outils et des ressources en français et en anglais afin de soutenir les collectivités, en assurant le libre accès à l'information, aux pratiques exemplaires et aux données pour les personnes souhaitant planifier, aménager ou exploiter un carrefour communautaire.

Une partie intégrante du Réseau de ressources consiste à élaborer un programme de facilitation venant en aide aux collectivités qui travaillent à développer, exploiter ou conserver un carrefour communautaire, en leur fournissant un accès à des services de facilitation impartiaux et personnalisés.

Le Programme de facilitation pour les carrefours communautaires offre un financement aux demandeurs retenus, afin qu'ils embauchent des fournisseurs de services pour les appuyer dans la progression de leur projet de développement d'un carrefour communautaire. Le facilitateur favorisera les discussions et séances de travail productives et collaboratives entre les diverses parties. Il peut également agir à titre de médiateur afin d'assurer la résolution des conflits dans l'optique de faire progresser le développement du carrefour communautaire. Le présent programme est conçu afin de financer un facilitateur neutre et de soutenir l'autodétermination et le développement des capacités des promoteurs du projet.

2. Priorités du programme de facilitation

Dans le but d'augmenter le soutien offert aux organismes dans leurs activités visant à planifier, développer et exploiter un carrefour communautaire, le programme de facilitation comblera une brèche dans les services en offrant aux collectivités la possibilité :

- d'améliorer la prestation des services axés sur le client à l'échelle locale en soutenant l'établissement de relations, la planification collective et l'élaboration de plans d'affaires;
- d'augmenter la capacité d'accélération des plans de développement de carrefours communautaires;
- de soutenir l'établissement et le maintien de partenariats en fournissant des services de médiation aux groupes communautaires;
- de fournir aux collectivités locales les outils et les ressources nécessaires pour comprendre les besoins de la collectivité, établir des relations et assurer une planification collective.

3. Contexte

Les carrefours communautaires en Ontario : un cadre stratégique et plan d'action, rapport du gouvernement portant sur la façon d'orienter les politiques gouvernementales en matière de carrefours communautaires, a été publié en août 2015. Ce rapport fait état de 27 recommandations uniques.

Il ressort notamment du rapport que, durant les étapes de développement d'un carrefour communautaire, les promoteurs faisaient souvent face à des obstacles qui nécessitaient l'intervention de ressources externes supplémentaires.

Afin de s'attaquer à cet obstacle, une des recommandations comprenait l'établissement d'un Réseau de ressources afin de solidifier les capacités en matière de développement des carrefours communautaires en offrant des ressources et un soutien accessibles tant en ligne que hors ligne.

Le volet en ligne du Réseau de ressources pour les carrefours communautaires - CommunityHubsOntario.ca - a vu le jour en mai 2017. Il propose des ressources, des outils et des modèles de pratiques exemplaires ainsi que des occasions de perfectionnement professionnel pour soutenir la capacité des collectivités à développer, conserver et maintenir un carrefour communautaire.

Un autre élément primordial inclus dans les recommandations était le rôle de facilitateur ou de médiateur neutre visant à soutenir les collectivités durant les étapes de développement d'un carrefour communautaire.

On s'attend à ce que le programme de facilitation permette aux collectivités de saisir l'occasion de développer et d'augmenter leur capacité locale. Le rôle du facilitateur est d'aider les organismes à accélérer leur plan de développement communautaire, à renforcer et à maintenir leurs partenariats et à s'engager pleinement dans les processus de planification locale intégrée, tous des éléments essentiels, afin de cocréer la prestation de services axés sur le client par l'intermédiaire des carrefours communautaires.

4. Critères d'admissibilité

Quels types d'organisations sont admissibles?

Les types d'organismes ci-dessous, dont les activités sont actuellement situées dans la province de l'Ontario, peuvent présenter une demande au programme de facilitation, en tant que demandeur principal, ou participer à titre d'organisme partenaire avec d'autres organismes admissibles qui sont en train de développer un projet relatif aux carrefours communautaires :

- Organismes communautaires;
- Gestionnaire des services municipaux regroupés (GSMR);
- Conseil d'administration de district des services sociaux;
- Organisme de soins de santé (réseau local d'intégration des services de santé, hôpital, centre de santé communautaire, etc.);
- Communauté ou organisme autochtone;
- Municipalité;
- Société sans but lucratif (qui n'est pas enregistrée comme organisme de bienfaisance);
- Organisme de bienfaisance enregistré;
- Conseil scolaire.

Pour toute question sur l'admissibilité de votre organisme, veuillez communiquer avec la Division des politiques en matière de carrefours communautaires en écrivant à community.hubs@ontario.ca ou en composant le 416-358-7854.

Les organismes à but lucratif ne sont **pas admissibles** à participer à l'initiative en tant que demandeurs principaux, mais **peuvent** être désignés comme organismes partenaires dans une demande. Dans de tels cas, certains renseignements supplémentaires peuvent être demandés aux fins de l'évaluation de l'admissibilité de la demande et de son examen en vue de sa sélection, y compris toute relation ou tout engagement financiers existants.

L'identification de plusieurs organismes partenaires est fortement encouragée, surtout lorsque la demande reflète des efforts courants et établis pour coordonner et intégrer la planification locale, et que les résultats de la proposition prévoient la colocation de services et un modèle intégré de prestation de service.

Afin de simplifier le processus d'examen et d'évaluation des propositions, un demandeur principal doit agir comme point de contact pour les communications de suivi, ainsi que comme signataire dans le cas où la demande serait retenue.

5. Quels types d’activités sont admissibles?

Afin de soutenir la collaboration multipartite, les demandes doivent faire la preuve que plusieurs parties travaillent ensemble durant l’une ou l’autre des étapes de développement suivantes :

- Établir votre vision;
- Évaluer votre collectivité;
- Établir un plan;
- Mettre en place votre carrefour;
- Soutenir et exploiter votre carrefour communautaire;

6. Exemples d’activités admissibles

Le ministère de l’Infrastructure (le Ministère) fournira un financement aux demandeurs retenus, afin qu’ils fassent l’acquisition de services de facilitation leur permettant d’accélérer le développement de leur carrefour communautaire ou pour soutenir le développement des capacités locales. Par exemple, ces facilitateurs peuvent aider les organismes à :

- lancer un processus de vision de l’avenir dans la collectivité;
- préparer un plan de partenariat communautaire;
- élaborer un plan de communications et de marketing;
- créer un plan stratégique comportant une mission, une vision et des valeurs;
- générer un plan d’affaires;
- élaborer un plan d’engagement de la collectivité.

Le Ministère estime que la plupart des demandes de services de facilitation se situeront entre 10 000 $ et 50 000 $.

Le programme de facilitation vise à améliorer la collaboration et encourage les demandeurs à réaliser eux-mêmes le travail. Le facilitateur affecté à un projet n’aura pas comme fonction de fournir des services de consultation ni à assumer les tâches d’un gestionnaire de projet. Bien que les objectifs des demandeurs liés aux carrefours communautaires varient, le programme de facilitation finance des facilitateurs neutres ayant pour fonction de soutenir l’autodétermination et le développement des capacités des demandeurs.

7. Activités/coûts non admissibles

Dans le cadre de ce programme, le financement **N’EST PAS** attribué pour ce qui suit :

- Un facilitateur qui prépare lui-même les plans d’affaires, les études de faisabilité, les cadres de gouvernance et les autres documents reliés au projet; Un facilitateur peut coordonner les activités et rencontrer les demandeurs concernant la rédaction de ces documents, mais il n’est pas financé pour rédiger ces documents lui-même;
- Les coûts liés au recours à des compétences techniques ou spécialisées requises pour le soutien direct du projet (p. ex. l’embauche d’un gestionnaire de projet);
- Les frais d’administration centrale et de dotation, y compris les indemnités de départ et les subventions salariales de formation, les programmes de placement, les programmes d’aide aux employés ou les mesures d’adaptation en milieu de travail;
- Les projets d’infrastructure ou d’amélioration des installations à grande échelle, les rénovations d’immeubles ou les dépenses en immobilisation comme les rénovations, la construction, les coûts d’exploitation, les espaces locatifs et les services publics et les fournitures;
- Les frais de constitution;
- La préparation de dessins ou de spécifications pour un projet ou les honoraires professionnels y étant associés;

- Les frais juridiques ou d'assurance;
- Les coûts associés aux événements spéciaux comme les tournois, les conférences, les réceptions, les fêtes, les activités de collecte de fonds, les réunions de comités ou assemblées politiques, ou les activités religieuses;
- Les frais d'adhésion à des organisations professionnelles;
- Les coûts associés aux activités ou opérations accomplies en dehors de l'Ontario;
- Les coûts n'étant pas directement liés au projet décrit dans la demande;

Il incombe au Ministère de déterminer l'admissibilité d'une dépense. En cas de conflit, la décision du Ministère concernant l'admissibilité de la dépense est finale et irrévocable.

8. Période de présentation des demandes

Les demandes seront acceptées à compter du 2 mai 2018 et nous encourageons les demandeurs à déposer leur demande le plus tôt possible. Les demandeurs recevront un avis par écrit une fois l'évaluation terminée et les décisions prises.

Les demandeurs n'ont pas le droit de présenter plus d'une demande ou plus d'une requête pour un service de facilitation. Les demandes seront acceptées jusqu'à ce que le Ministère stipule le contraire. Veuillez prendre note que, même si le Ministère évaluera toutes les demandes, le choix des projets retenus dépendra des objectifs actuels du Ministère et des fonds disponibles. Le Ministère se réserve le droit de mettre fin à l'évaluation de toute demande, à sa seule discrétion.

Le Ministère examinera toutes les demandes reçues selon le processus d'évaluation décrit dans les présentes lignes directrices.

9. Durée maximale du projet

En raison de la grande variabilité des projets liés aux carrefours communautaires, la durée maximale des services de facilitation sera évaluée au cas par cas.

10. Exigences relatives aux demandes

La présente section détaille ce qui est exigé pour chaque élément du formulaire de demande et les pièces jointes à fournir.

Section 1

À la section 1 du formulaire de demande, si une question ne s'applique pas à votre organisme ou à votre projet, veuillez indiquer « S. O. » dans les champs texte et « 0 » dans les champs numériques.

Section 2

2.1 Description du projet

- Veuillez donner un aperçu des principaux objectifs et de la portée générale du projet relatif aux carrefours communautaires ainsi que des résultats anticipés une fois le projet terminé. La description du projet doit comprendre des valeurs quantitatives, lorsque c'est possible et approprié.

2.2 Description des services de facilitation requis pour le projet

- Veuillez indiquer les services de facilitation recherchés par votre organisme afin d'accélérer votre projet relatif aux carrefours communautaires (p. ex. exercice de vision de l'avenir, médiation dans le cadre d'un partenariat de développement ou coordination de l'élaboration d'un cadre de gouvernance).

2.3 Objectifs du projet

- Décrivez les objectifs des services de facilitation demandés en soutien à votre projet relatif aux carrefours communautaires. Un objectif énoncé clairement permet de comprendre l'intention et l'incidence possible des services de facilitation ainsi que ce que vous cherchez à accomplir.
- Expliquez de quelle manière et dans quelle mesure les services de facilitation demandés permettent de renforcer les partenariats communautaires et font bon usage de l'espace public pour servir les Ontariens.

2.4 Justification et besoins de la collectivité locale à satisfaire

- Veuillez indiquer de quelle manière les besoins locaux et de la collectivité seront satisfaits si un soutien est offert à votre organisme pour se procurer des services de facilitation. Quels sont les besoins qui ne sont actuellement pas satisfaits?

2.5 Partenaires du projet

- Les demandes doivent être soumises par un demandeur principal qui assumera la responsabilité du développement, de la mise en œuvre, de la production des rapports et de l'évaluation du projet de facilitation. Le demandeur sera également le signataire au moment de conclure une entente de financement avec le Ministère.
- Veuillez fournir des renseignements à propos des partenariats et intervenants soutenant ce projet. Veuillez spécifier la nature et la solidité des relations et la manière dont elles influenceront le bon déroulement du projet.
- Les demandes présentant plusieurs partenariats seront examinées de plus près.

2.6 Autre aide financière gouvernementale obtenue

- Veuillez indiquer si votre projet relatif aux carrefours communautaires reçoit ou a reçu de l'aide financière d'autres sources ou des subventions (p. ex. du gouvernement ou d'organismes comme la Fondation Trillium de l'Ontario) dans les deux dernières années. Veuillez préciser si les services de facilitation sont considérés comme une dépense admissible dans le cadre de cette aide financière. Dans le cadre de l'évaluation de votre demande, le Ministère doit déterminer si vous utilisez le programme de facilitation pour combler un manque dans l'enveloppe budgétaire de votre projet.

2.7 Bénéficiaires du projet

- Veuillez fournir une description des populations visées qui profiteront de votre projet et inclure des renseignements géographiques ou démographiques (p. ex. la situation géographique et les caractéristiques de la population). Décrivez comment votre projet réussira à toucher la population visée.

2.8 Harmonisation avec les priorités provinciales (choisir toutes celles qui s'appliquent)

- Veuillez indiquer de quelle façon votre projet s'harmonise avec l'une ou l'autre des priorités provinciales suivantes :
    - Services à l'enfance;
    - Études;
    - Emploi et formation;
    - Santé;
    - Logement;
    - Services aux communautés autochtones;
    - Réduction de la pauvreté;
    - Logements pour personnes âgées;
    - Autre (précisez).

- Veuillez noter que cette liste ne comprend pas toutes les priorités provinciales. D'autres priorités provinciales peuvent être ajoutées le cas échéant.

2.9 Veuillez expliquer le caractère novateur de votre projet

- Démontrez la façon dont votre projet de carrefour communautaire permet d'améliorer les forces, les actifs et la vitalité de la collectivité locale et fournit des services de manière inédite ou unique.
- Les demandes qui font preuve d'innovation seront examinées de plus près.

2.10 Veuillez expliquer la manière dont un facilitateur vous permettra d'accélérer votre projet relatif aux carrefours communautaires

- Veuillez expliquer pourquoi le soutien d'un facilitateur est nécessaire afin d'accélérer le projet relatif aux carrefours communautaires.

2.11 Risques et problèmes prévus associés à l'obtention d'une aide en matière de facilitation

- Veuillez indiquer les risques potentiels liés à l'obtention d'une aide et inclure les stratégies d'atténuation pour chaque risque déterminé.

2.12 Résultats prévus provenant de l'aide en matière de facilitation

- Décrivez les changements ou résultats voulus que vous devriez obtenir en ayant recours aux services de facilitation. Les résultats anticipés devraient être observables et mesurables.

2.13 Plan d'évaluation (mesure des résultats prévus provenant de l'aide en matière de facilitation)

- Les demandeurs doivent fournir un aperçu de leur plan d'évaluation des services de facilitation. Cet élément sera noté en fonction du degré d'harmonisation entre l'approche d'évaluation proposée et le projet proposé. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section portant sur le processus d'évaluation dans le présent document.

3.1 Plan de travail pour les services de facilitation

- Le plan de travail devrait présenter une démarche systématique indiquant comment vous réaliserez toutes les phases du projet de services de facilitation.

3.2 Renseignements financiers relatifs aux services de facilitation

- Le budget devrait être détaillé et tenir compte de toutes les dépenses anticipées du projet. Il devrait démontrer la valeur du financement demandé au gouvernement de l'Ontario. La valeur de la plupart des demandes de services de facilitation se situe entre 10 000 $ et 50 000 $.

3.3 Calendrier des services de facilitation

- Veuillez indiquer la durée estimée des services de facilitation requis pour accélérer votre projet lié aux carrefours communautaires.

11. Processus d'évaluation

Le Ministère cherche à soutenir des projets relatifs aux carrefours communautaires innovants qui ont un profond impact. Les propositions seront vérifiées afin de déterminer si elles sont complètes et si le demandeur principal est bien un organisme admissible. Les propositions ne répondant pas à ces deux critères ne seront pas évaluées.

Votre formulaire de demande et tout document nécessaire à l'appui seront évalués pour en vérifier l'intégralité et la conformité aux conditions d'admissibilité de base. Une fois les demandes reçues, elles seront examinées conformément aux critères d'évaluation.

Considérations particulières :

Un comité d'examen évaluera chaque proposition en fonction des critères suivants :

Critère	Poids
Capacité organisationnelle	15%
Description du projet	20%
Justification et besoin démontré du projet proposé	15%
Innovation	10%
Plan d'évaluation	10%
Plan de travail, renseignements financiers (budget) et échéancier	30%

Capacité organisationnelle : 15 %

- Le demandeur fait la preuve de son expérience dans le développement et la mise en œuvre de projets de même nature que celui décrit dans la demande.
- Le demandeur démontre sa capacité organisationnelle en faisant preuve d'une structure de gouvernance claire, de procédures de gestion et de comptabilité, de sa capacité de prestation de service et de son processus de suivi efficace ainsi que de ses capacités en matière d'évaluation.

Description du projet : 20 %

- Le projet relatif aux carrefours communautaires est réalisable et s'harmonise avec les objectifs du programme de facilitation.
- Clarté et compréhension du projet relatif aux carrefours communautaires.
- Les services de facilitation demandés sont réalistes et conçus pour faire progresser efficacement le projet relatif aux carrefours communautaires.
- Les activités liées au projet ne chevauchent pas des services existants.
- La proposition inclut les bons partenaires pour maximiser la réussite du projet. Les rôles et responsabilités des organismes partenaires sont clairement définis.
- Le projet proposé comprend un plan de mesure du rendement efficace, y compris des résultats et des produits concrets et mesurables.

Justification et besoin démontré du projet proposé : 15 %

- Le besoin du projet proposé relatif aux carrefours communautaires est clairement démontré et soutenu par des preuves comme des résultats de recherche, des données statistiques, des consultations avec des partenaires, des bénéficiaires potentiels et des intervenants et d'autres éléments pertinents.
- Le projet proposé répond aux besoins locaux/régionaux et sa portée géographique est clairement déterminée (le cas échéant).
- On tiendra compte de la représentation régionale reflétant la démographie diversifiée et la géographie de l'Ontario.
- On accordera aussi une attention particulière aux demandeurs dont le projet relatif aux carrefours communautaires est urgent et qui ont obtenu d'autres sources de financement (gouvernementales ou d'agences comme la Fondation Trillium de l'Ontario). Cela comprend l'Initiative de transition visant les propriétés excédentaires.

Innovation : 10 %

- Le projet proposé relatif aux carrefours communautaires vise à fournir aux résidents des services voulus, durables et équitables.

- Le projet proposé permet d'améliorer les forces, les actifs et la vitalité de la collectivité locale et fournit des services de manière inédite ou unique.
- Le projet pourrait bénéficier à long terme du partage de pratiques exemplaires de la diffusion du savoir et du mentorat.

Plan d'évaluation : 10 %

- Le soutien proposé en matière de facilitation propose des résultats spécifiques et mesurables ainsi que des questions d'évaluations clairement établies.
- Les méthodes d'évaluation des services proposés de facilitation sont raisonnables et clairement déterminées.

Plan de travail, renseignements financiers (budget) et échéancier : 30 %

- Le plan de travail illustre les étapes à suivre pour mettre en œuvre les services de facilitation.
- Le plan d'évaluation comprend une évaluation complète des services de facilitation fournis.
- L'échéancier établit une période réaliste pour obtenir les livrables et les indicateurs de rendement pertinents. L'échéancier doit concerner les services de facilitation requis, plutôt que le projet relatif aux carrefours communautaires dans son ensemble.
- Le demandeur détaille les coûts projetés des services de facilitation requis.
- Le budget proposé pour les services de facilitation est équilibré et suffisamment détaillé.
- Tous les coûts relatifs aux services de facilitation proposés ont été détaillés et expliqués.
- Le budget proposé est raisonnable et établit le coût des principales activités dirigées par le facilitateur.
- La demande de services de facilitation est rentable et représente un bon rapport coûts-avantages.

Score maximal : 100 %

Les projets seront sélectionnés au moyen d'un processus de concurrence. Le personnel du Ministère évaluera chaque demande afin de déterminer le degré de conformité aux exigences établies dans les présentes lignes directrices. Les demandes seront évaluées et notées sur un maximum de 100 %. Les demandeurs retenus collaboreront avec le Ministère relativement aux détails du projet et concluront une entente de financement qui établira les dépenses admissibles, le calendrier de versements, les renseignements requis et les exigences en matière de production de rapports.

Le fait qu'une demande réponde à tous les critères d'évaluation, ne garantit pas pour autant que le financement sera accordé. Le Ministère ne peut garantir le financement de tous les projets, plus qu'il ne peut garantir que la totalité du montant demandé sera accordée. La recommandation de financer entièrement ou en partie un programme proposé par un demandeur dépend du score d'évaluation de la demande et de la demande globale de financement faite dans le cadre du programme de facilitation.

La préférence pourrait être accordée aux initiatives fortement harmonisées avec les initiatives provinciales courantes ou qui répondent au besoin de collectivités potentiellement mal desservies, par exemple les collectivités du Nord, les communautés autochtones, les régions où la pauvreté prend de l'ampleur et les régions où les infrastructures sont inadéquates.

12. Prochaines étapes

Après l'envoi de votre demande accompagnée de toute la documentation requise, le Ministère procédera à l'examen et à l'évaluation des demandes. Le Ministère communiquera avec tous les demandeurs une fois le processus d'évaluation terminé. Si un demandeur a une question concernant le programme ou sa demande, il peut communiquer avec la Division des politiques en matière de carrefours communautaires en écrivant à community.hubs@ontario.ca ou en composant le 416-358-7854.

Imprimer